

RAPPORT D'ACTIVITÉS FINAL

No PROJET RÉFÉRENCE FGC : N°FGC : 21-22 //N°FRB : 2021-I22000-221712

Intitulé du projet : RAFIDESTIM

Recherche des alternatives de financement innovant et de développement des exploitations familiales agricoles par la stimulation mutuelle

Organisation membre :

Philea

Pays de mise en œuvre :

Burundi

Partenaire local :

ADIP

Durée de la phase du projet : du 01.07.2021 au 30.06.2023

Rapport couvrant la période : du 01.07.2021 au 30.06.2023

Date de rédaction du rapport : 15.10.2021

1. ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Est-ce qu'au niveau du contexte, des changements significatifs sont à signaler qui pourraient avoir influencé les choix stratégiques du projet (ex. situation économique, emploi, chômage, inflation, période de transition/d'excédent budgétaire, événements politiques et environnementaux, variables de genre, etc.) ?

Depuis la prise du pouvoir par le Président Evariste NDAYISHIMIYE en août 2020, le Burundi connaît une période apaisée et le gouvernement affiche une forte volonté politique d'améliorer la gouvernance et le développement du pays. On notera en particulier des actes concrets de lutte contre la corruption y compris au sein de la classe politique au haut niveau et au niveau de la justice. On note également un engagement multiforme en faveur de l'emploi des jeunes. Alors que de nombreux réfugiés de la crise de 2015 rentrent au pays, il subsiste une opposition farouche à l'extérieur du pays qui dénonce des atteintes aux droits humains, les uns plus objectifs que d'autres.

Malgré la fin annoncée des sanctions de l'Union européenne depuis près de deux ans, l'appui budgétaire ne reprend pas avec de graves conséquences sur l'économie du pays. En trois ans, selon la Banque centrale, l'indice de l'inflation a augmenté de 180 points par rapport à 2020. La vérité est bien plus rude : les prix des produits de base ont été au moins multipliés par trois suite à la crise du COVID-19 et surtout de la guerre en Ukraine.

Si la situation sécuritaire est bonne sur l'ensemble du pays, la libération de l'espace public pourrait être améliorée en particulier la possibilité de critiquer l'action gouvernementale par la société civile.

L'inflation aura poussé au développement d'un cours de change des devises double de celui officiel (2000 BIF/€ contre 4000BIF/€). Avec l'appui du FMI, le Gouvernement déploie des efforts très importants pour essayer de rapprocher ces deux taux. C'est ainsi qu'en début d'année, la monnaie nationale a été dévaluée en établissant le cours de l'euro à 3000 BIF/€ sans que le carburant et les médicaments, les rares produits qui bénéficiaient encore de devises pour l'importation ne soient concernés. Suite à la raréfaction du carburant au mois de juillet 2023, le gouvernement a fini par céder en date du 20 juillet, ce qui a provoqué une forte augmentation du prix du carburant passant de 3250 BIF pour l'essence à 3985 BIF, suivie d'une hausse généralisée de tous les prix qui sera très difficile à juguler. Au moment où nous terminons ce rapport en septembre, il est encore remonté à 4450 francs

L'espoir que les prix étaient déjà alignés sur les cours du marché noir et ne devraient plus trop grimper s'est donc évanoui.

Cette dévaluation de la monnaie a été précédée par un changement facial des billets des deux plus grosses coupures de 5.000 et de 10.000 BIF, avec pour objectif affiché de réduire la thésaurisation de la monnaie et l'argent illégalement acquis. S'il est difficile d'apprécier l'impact de cette dernière mesure, la conséquence aura été la raréfaction de la monnaie, la réduction des montants que l'on peut retirer des banques avec pour conséquence le ralentissement de certaines activités surtout en milieu rural très peu bancarisé.

Ces mesures intervenues en fin de phase n'auront finalement qu'un impact limité sur la présente phase, mais vont sérieusement impacter la nouvelle phase qui commence en juillet 2023.

SUIVI SYNTHÉTIQUE DU CADRE LOGIQUE POUR LES RAPPORTS DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

LOGIQUE D'INTERVENTION	Indicateur	INDICATEURS			Atteints A2	COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
		Ligne de base	Planifiés	Atteints A1		
OBJECTIF GÉNÉRAL/IMPACT Contribuer à l'amélioration durable de la dignité paysanne	<ul style="list-style-type: none"> • <u>IND 1</u> : 20% des bénéficiaires peuvent couvrir leurs besoins alimentaires toute l'année 	9.2%	20%	13%	9%	La proportion a diminué pour 12 mois, cependant, la proportion de ménages dont la couverture dépasse six mois est passée de 52% à 94%. Cfr.Schéma 10 Page 16
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>IND 2</u> : Le nombre moyen des amis des bénéficiaires qui peuvent leur venir au secours en cas de difficulté à égalité entre les hommes et les femmes passe de 26 à 35. 	26	35	33	36	Gitega semble moins solidaire (moyenne de 23) tandis que Ndava a une moyenne de 49, Nyabihanga 34 Les femmes sont devenues légèrement plus solidaires que les hommes, mais la différence n'est pas statistiquement différente
	Moyenne femmes	-	35	32	37	
	Moyenne hommes	-	35	35	34	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES (2 maximum) <u>OS 1</u> : Promouvoir des modèles multiformes qui participent à l'amélioration du vécu et du vivre ensemble des petits paysans burundais		0	1	0	1 (2)	En cours avec comme modèles avancés : la stimulation mutuelle, le "fonds pérenne intrants", le financement direct des ménages, le micro fonds d'investissement et la fermette intégrée (EFI), mais seul le microfonds d'investissement a pu être adopté par la MDE d'ADISCO et l'UHACOM Le système de financement direct des ménages a été présenté au Ministère et aux PTF et la décision a été prise de créer une commission ministère-PTF-ONG au sein du GSADR pour en discuter et lever une option pour la suite. Les recherches structurées sur les autres n'ont pas pu aboutir sur les deux années, mais sont très avancées.

RÉSULTATS Résultat 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux	Le niveau d'épargne ou de mobilisation endogène des paysans est multiplié par 3 à <u>égalité</u> entre les hommes et les femmes	32 000	96 000	167 249	313 711	La moyenne a progressé de dix fois, Mais la médiane n'est que de 150 000 BIF (5 fois la moyenne), ce qui signifie que la progression reste plus faible pour les plus pauvres. Gitega va jusqu'au double des autres, Ndava et Nyabihanga ne sont pas différents. NB. Seule l'épargne en espèces a été considérée
	Femmes		96 000	155 169	255 126	Les femmes gardent une moyenne inférieure aux hommes, malgré les efforts dirigés envers elles.
	Hommes		96 000	185 044	405 937	
	Le taux de recouvrement des fonds prêtés et/ou investis se stabilise à 90%	-	90%	80%	78%	De nombreux autres crédits ont été injectés dans les groupements
	Un système d'épargne au fonds pérenne intrants est adopté par 50% des ménages accompagnés		50%	100%	75%	Tous les groupements (GSEM) qui ont adopté le système rotatif épargnent régulièrement dans ce fonds, tandis que des retards de remboursement s'observent dans le système rotatif
Résultat 2 : Les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité sont expérimentées et adoptés	20% des paysans accompagnés ont développé des EFI au TOP,	0%	20%	1%	9%	Le processus de mise en place des EFI prend beaucoup de temps et le projet n'a opéré que sur deux petites saisons et une grande suite au retard occasionné par la sélection des stimulateurs et des bénéficiaires suivis par les formations nécessaires de démarrage.
	50% des paysans accompagnés ont développée des EFI au niveau 2	0%	50%	4%	21%	
	70% des paysans accompagnés ont développée des EFI au niveau basique (cf. Annexe 15 sur la définition des EFI)	9.2%	70%	29%	76%	

	Trois filières orientées marché au sein des EFI permettant de doubler les revenus des paysans sont adoptés par 60% des ménages accompagnés dont une spécifique aux femmes/Doubler les revenus	177985	355 970	192 526	409 606	Les revenus issus des 3 filières spéculatives en promotion ont plus que doublé, mais si l'on prend en compte l'ensemble des revenus agricoles, les montants sont encore plus importants(moyenne de 1.977.369 BIF) Une conclusion importante est que ce sont pas tellement les filières orientés marché qui améliorent le plus les revenus, mais surtout le surplus commercialisables des cultures alimentaire et ce d'autant plus que les grandes cultures promues n'étaient encore en maturité
	Trois filières orientées marché au sein des EFI permettant de doubler les revenus des paysans sont adoptés par 60% des ménages accompagnés dont une spécifique aux femmes/Adoption des filières	27%	60%	35%	57%	Le nombre d'adopteurs de ces filières a suivi celui la même tendance que les revenus qu'ils ont générés.
	Une mesure d'atténuation des effets des changements climatiques est adoptée par 30% des ménages accompagnés à égalité pour les hommes et les femmes 100% des ménages ont adopté une mesure d'atténuation des changements climatiques dont 100 % pour un système antiérosif, 50% la plantation d'au moins dix arbres agroforestiers ou un micro boisement et 30% un système de micro-irrigation. Nous avons demandé la reformulation de cet indicateur trop facile à atteindre, mais nous n'avons pas reçu de réponse. Autrement dit, ce serait 100% pour une seule adoption	0%/0%/0%	100%/50%/30 %	42%/78 %/0%	91%/88%/22 %	Presque atteint

Résultat3 : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques	Indic.1. L'observatoire des politiques agricoles a publié 6 notes par an et deux dossiers complets de plaidoyer dont au moins deux en faveur des femmes	0/0/0	6/2/1	15/2/2	21/1/2	3 Plaidoyers clé conduits: Agro écologie (Guerre en Ukraine et éventualité d'une crise alimentaire) ; Financement direct des ménages, Agriculture familiale
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>IND 2</u> : Les actions de plaidoyer ont permis de faire évoluer au moins une mesure programmatique/politique en faveur des petits paysans/paysannes 	0	1	(0/1)	2	Les mesures importantes auront été i. la mise en place des GSADR, cadre de concertation entre le gouvernement, les PTF et les ONG dans lequel de nombreuses mesures sont adoptées. ii. l'acceptation par le Ministère de l'importance de l'agroécologie (et notamment les techniques de transformation de la matière organique par les vers de terre). Les coopérations internationales FIDA et Belgique lancent des programmes d'appui à l'agroécologie, même si le discours ambiant et les documents de référence restent ceux du DOPEAE et du COMPACT.
Résultat4 : Les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention	70% des paysans ont investi les revenus dans l'amélioration de leurs conditions sociales (mutuelle de santé, amélioration de l'habitat, hygiène (toilettes en particulier), acquisition de serviettes hygiéniques pour les femmes, etc.) à égalité entre les hommes et les femmes	0%	70%		56%	Le fonds d'appui à l'amélioration de la qualité de vie a été débloqué très tard et ses effets ne se font pas encore sentir.

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
Activités planifiées	Activités réalisées	
R1 Activité 1 : Identifier et former les paysans stimulateurs et leurs formateurs	Réalisée	30 stimulateurs ont été identifiés dont 4 ont été renvoyés pour incompétence ou moralité douteuse. Une bonne partie des stimulateurs sera changée en début de seconde phase pour irrégularité. Si les stimulateurs restent le clé de voute du système, leurs compétences restent en dessous des attentes, mais il est difficile de trouver mieux dans le milieu, en particulier pour les capacités de calcul et d'anticipation.

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES
R1 Activité 2 : Appuyer et former les paysans stimulateurs à former des groupes d'autopromotion	Réalisée	Commencé avec 60 groupements de 720 bénéficiaires, nous sommes actuellement à 58 GSEM (deux disloqués sont de Nyabihanga) de 650 personnes soit un taux de déperdition de 9%.
R1 Activité 3 : Former les formateurs en éducation financière simplifiée	Réalisée	Réalisée par Philea. 23 participants dont 5 femmes représentants de 8 organisations: CECD-Art, ADIP, UHACOM, ADISCO, DIFO, OAP, CECABU et UGEAR de la RDC.
R1 Activité 4 : Former les paysans stimulateurs dans la mobilisation de l'épargne, la mise en place du fonds pérenne intrants et le suivi des fonds	Réalisée en continuité avec l'activité A2 du R1.	Des graphiques montrent une évolution importante des épargnes, même s'il faudra mieux cadrer les affectations des fonds
R1 Activité 5 : Développer de manière participative des modèles de financement alternatifs à expérimenter	Réalisée	Les modèles de financement ont été décrits et adaptés régulièrement
R1 Activité 6 : Assurer le suivi continue des bénéficiaires et de leurs groupements	Continue	Cf. point 7 : Suivi du projet
R1 Activité 7 : Mettre en place un fonds de refinancement des groupements	En cours de réalisation	Les bénéficiaires ont reçu une petite formation, avant de choisir un projet entrepreneurial et de planifier sa mise en œuvre. Les projets étaient financés à un plafond de 70 000 Bif en fonction de critères mis en place tel que l'innovation, les améliorations déjà induites dans les exploitations, etc. Les choix étaient tournés vers la vente de la bière de banane, la vente d'autres produits agricoles comme les légumes, la tomate, l'huile de palme, etc., l'engraissement des porcs ou des poules. Quelques autres projets étaient plus innovants et surtout très utiles à la communauté comme les toilettes écologiques, la fabrication de la fumure organique de qualité, les biopesticides, etc.
R1 Activité 8 : Assurer la formation psycho humaine et en EFI des conseillers des stimulateurs et des cadres	Réalisée et recyclée	Il s'agit néanmoins de faire des rappels réguliers afin d'arriver à éradiquer la mentalité de mendicité dans un contexte de forte gratuité des projets de coopération internationale
R2 Activité 1 : Former et recycler régulièrement les stimulateurs dans les techniques de stimulation mutuelle sur l'amélioration des EFI	Réalisée en continuité avec l'activité A2 du R1	Idem
R2 Activité 2 : Assurer la formation psycho humaine de tous les bénéficiaires et des stimulateurs	Réalisée et recyclée	Idem. Réalisée en octobre 2022 en pleine saison culturelle.
R2 Activité 3 : Assurer la formation en EFI de tous les bénéficiaires	Réalisée	Idem Réalisée en octobre 2022 en pleine saison culturelle. C'est à cette formation que l'on peut imputer les progrès réalisés dans les exploitations de l'année 1 vers l'année 2
R2 Activité 4 : Assurer des formations techniques spécifiques (LAE, compostage, agroécologie, changements climatiques)	Réalisée et en continue	Formation sur certaines conduites culturelles et d'élevage selon les besoins, sur les techniques de compostages etc.

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES
R2 Activité 5: Mettre en place un fonds d'appui aux EFI et les règles de gestion	Réalisée et en continue	En Fonction des épargnes et des taux de remboursement.
R2 Activité 6: Appuyer les bénéficiaires à planifier les améliorations de leurs exploitations et assurer le suivi permanent des bénéficiaires et des exploitations	Réalisée, et en continue	Même s'il est difficile pour les bénéficiaires de se projeter sur cinq ou même trois ans, un certain nombre de bénéficiaires y arrive avec la mise en place des premières spéculations.
R2 Activité 7: Mettre en place un fonds spécifique d'appui à l'atténuation des effets des changements climatiques	Réalisée	5 tanks de micro irrigation installés. Chaque tank installé a un volume de 5000 litres et sera utilisé par 4 à 6 ménages bénéficiaires contigus.
R3 Activité 1: Lancer et équiper l'observatoire des politiques agricoles	Réalisée	Il s'agissait d'équipements additionnels réalisés pour ce volet (ordinateurs, Camera, microphones, projecteur, etc.)
R3 Activité 2: Organiser des missions de prospection sur les grandes préoccupations paysannes	Réalisée et continue	Il s'agissait d'identifier et d'animer un réseau de pigistes pour alimenter des informations sur les questions agricoles. Mais la qualité de ces pigistes pose problème. Sans doute avons-nous sous-estimé leur rémunération ?
R3 Activité 3: Publier des notes régulières d'information ou d'alerte sur les questions agricoles	Réalisé et en continue	Le défi reste la qualité des pigistes. Le site www.adip-burundi.org a pu être finalisé en fin 2021 avec l'appui de Philea qui nous a connecté à infomaniak.
R3 Activité 4: Organiser deux campagnes de plaidoyer (dont le financement direct des ménages et le DOPEAE) en partenariat ou non avec la GPA et le FOPABU : Etudes, restitution, publications, lobbying auprès des ministères et des bailleurs de fonds	Réalisé et sera poursuivie, le processus d'adoption prenant du temps	Trois campagnes ont été lancées à savoir les conséquences de la guerre russo-ukrainienne, le financement direct des ménages et la plus-value et les limites de l'agriculture familiale versus commerciale
R4 Activité 1: Former les stimulateurs sur les questions d'amélioration de la qualité de vie	Réalisée	L'atelier de formation a pu déterminer les chantiers ainsi que le mode d'appui via le fonds entrepreneurial avec obligation d'investir dans l'amélioration de la qualité de vie
R4 Activité 2: Former les paysans sur la dignité paysanne et la qualité de vie	Réalisée	Mais se pose la question de la capacité des Conseiller des Stimulateurs à l'assurer avec qualité
R4 Activité 3: Mettre en place un fonds rotatif d'appui à l'amélioration de la qualité de vie	Non encore réalisée	Les règles sont déjà déterminées et sont incluses dans le mode de financement du volet entrepreneurial

2. BÉNÉFICIAIRES

2.1. Nombre total de bénéficiaires directs effectivement atteints par le projet :

Il était prévu d'accompagner 720 bénéficiaires et nous avons connu une déperdition de 70 ménages, soit 650 ménages

dont nombre de femmes :

397 soit 61% de femmes

2.2. Nombre estimé de bénéficiaires indirects :

3250

3. SUCCÈS, OBSTACLES ET ÉCHECS (EN RELATION AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS PRÉVUS)

3.1. Quels sont les principaux progrès observés, y compris ceux non prévus par le projet ? Qu'est-ce qui a été déterminant dans la progression du projet ?

Des progrès importants ont été enregistrés par le projet et que nous parcourons résultat par résultat

3.1.1 Résultat 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testées, comparés, capitalisés et systématisés et objet d'un plaidoyer robuste pour leur dissémination à échelle, puis adoption par les programmes et politiques nationaux

Le système d'épargne et de crédit est bien maîtrisé par les bénéficiaires et a permis une croissance continue des économies et surtout des revenus, une participation exemplaire des membres et un taux de remboursement intéressant, même s'il a accusé quelques limites dans le dernier semestre en particulier dans la commune Nyabihanga où l'on assiste à une déperdition importante des membres. Plusieurs stimuli justifient ces belles performances :

- la crainte de perdre les épargnes des six premiers mois, déposés comme garantie ;
- la crainte de ne plus accéder au matching de ses épargnes ;
- la forte pression sociale du groupe au sein du GSEM.

Les tableaux et la courbe qui suivent présentent l'évolution totales des épargnes dans les GSEM et les moyennes par individu.

Tableau 1. Evolution des épargnes dans les GSEM et selon les individus

	M1	M6	M12	M19 ¹
GITEGA	1 203 600	6 772 400	13 514 950	22 606 680
NDAVA	688 700	3 885 270	7 850 770	14 439 270
NYABIHANGA	183 000	1 468 050	3 118 100	5 982 300
TOTAL	2 075 300	12 125 720	24 483 820	43 028 250

PAR INDIVIDU

¹ NB. Le projet a duré 24 mois et les 5 premiers mois ont été consacrés à la constitution d'un fonds de garantie

COMMUNE	M1	M6	M12	M19
GITEGA	5 015	28 218	57 025	97 024
NDAVA	2 870	16 463	34 585	64 461
NYABIHANGA	1 794	8 389	18 128	36 701

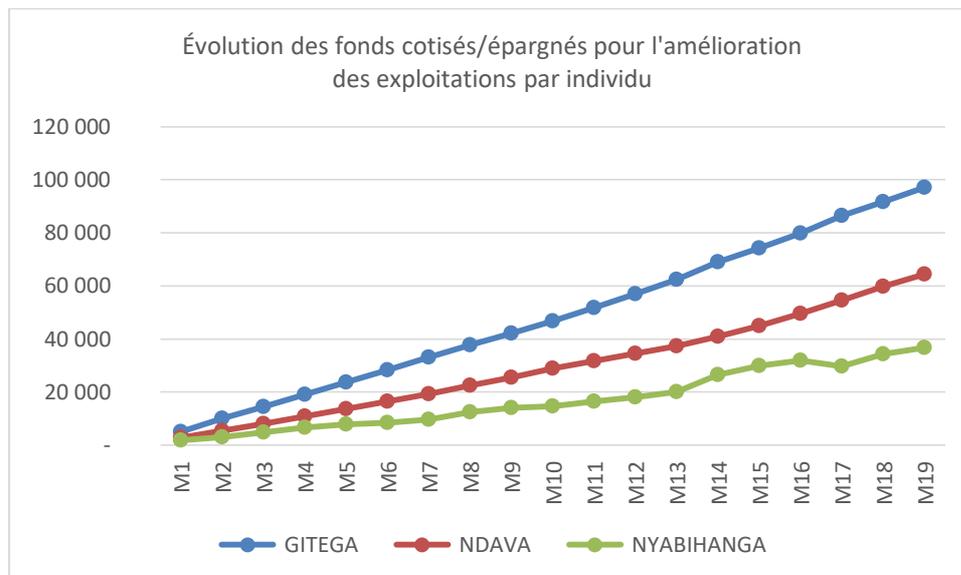


Schéma 1 : Evolution des épargnes EFI

L'épargne cumulée réalisée à Gitega est proche de 100.000 francs, 65.000 BIF à Ndava et 37.000 à Nyabihanga ; le système rotatif semble légèrement plus performant.

Néanmoins, une grande disparité s'observe entre des paysans aisés qui concentrent la majorité de cette épargne et ceux plus pauvres, avec une médiane qui n'atteint même pas la moitié de la moyenne. Un point auquel il faudra être attentif dans les années à venir. Le niveau d'épargne des femmes reste également inférieur à celui des hommes et interroge quant à la gestion des revenus dans les ménages. Ce sont ces montants qui leur permettent de financer progressivement leurs exploitations.

Les histogrammes ci-dessous présentent le niveau de régularité de l'épargne obtenue en comparant le montant qu'ils devaient épargner/cotiser avec celui qu'ils ont économisé, ainsi que le taux de recouvrement des crédits accordés.

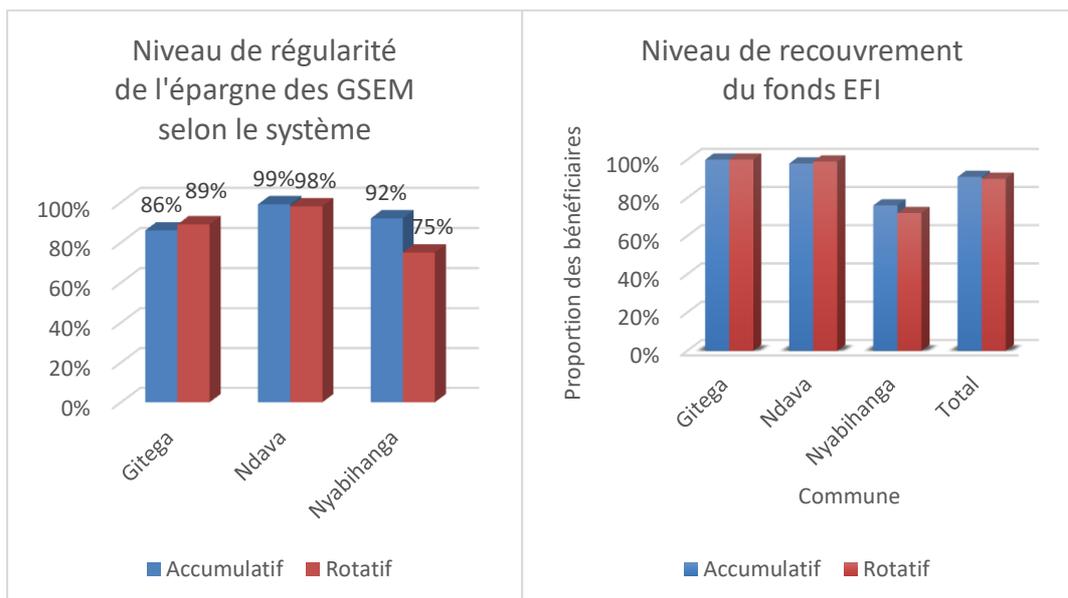


Schéma 2 : Niveau de régularité de l'épargne Schéma 3 : Niveau de recouvrement du fonds EFI

Ces taux très élevés (plus de 90 % dans les communes de Gitega et Ndava) garantissent la pérennité du système qui peut continuer à s'autofinancer sans apport externe considérable.

La situation de la commune de Nyabihanga s'explique de plusieurs manières : les détournements de fonds dont est responsable un animateur (conseiller des stimulateurs) du projet, avec une importante leçon apprise : la nécessité de mettre en place un système de paiement sans argent liquide, de quoi s'assurer que les fonds arrivent directement chez le bénéficiaire, sans intermédiaire, mais aussi une forte migration des hommes vers les villes et qui souvent partent avec des dettes auprès de leurs groupes.

A coté des fonds pour l'amélioration des EFI, a été mis en place d'autres fonds qui étaient surtout destinés à protéger le fonds EFI. Il s'agit :

- du fonds pour activités entrepreneuriales qui a permis de lancer quelques activités plus commerciales à impact rapide qui ont généré des revenus additionnels pour les ménages, mais qui, faute d'innovation dans un milieu pauvre et très reculé ont pour la grande majorité été affectés aux activités d'élevage et d'agriculture. Nous n'avons pas encore pu réaliser une évaluation probante de ces fonds ;
- du fonds pour l'amélioration de la qualité de vie discutée au cours de ce rapport, mais dont l'évaluation détaillée n'est pas encore réalisée suite à sa mise en place tardive ;
- du fonds pour l'atténuation du changement climatique qui a permis d'installer 5 tanks de 5000 litres afin de permettre l'irrigation de petits potagers pour une vingtaine de 20 ménages au cours de la saison sèche et d'améliorer les aspects d'hygiène en saison des pluies tout en réduisant la corvée de l'eau pour les femmes et les enfants. Ce fonds n'a pas pu faire l'objet d'une évaluation approfondie, même si les effets sont visibles pour quatre tanks et moins pour l'autre.

3.1.2 Résultat 2 : Les meilleurs choix et combinaisons des spéculations pour assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité sont expérimentées et adoptés

3.1.2.1 L'amélioration de l'élevage

Le projet a contribué à améliorer sensiblement le cheptel et les exploitations, comme l'indiquent les schémas et tableaux ci-dessous. Pour la commune de Gitega.

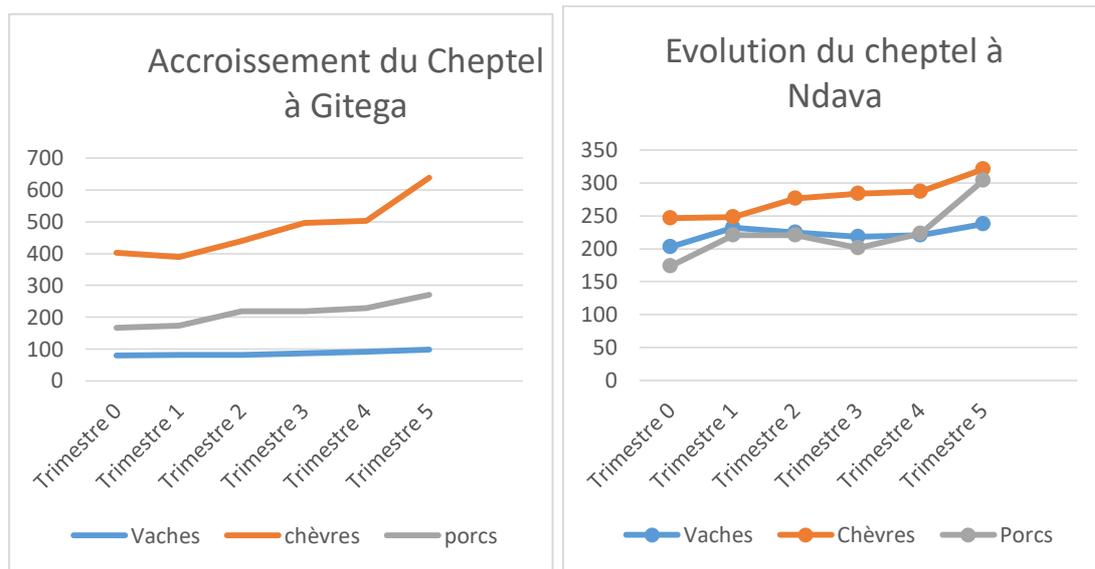


Schéma 4 : Accroissement du cheptel Gitega Accroissement du cheptel Ndava

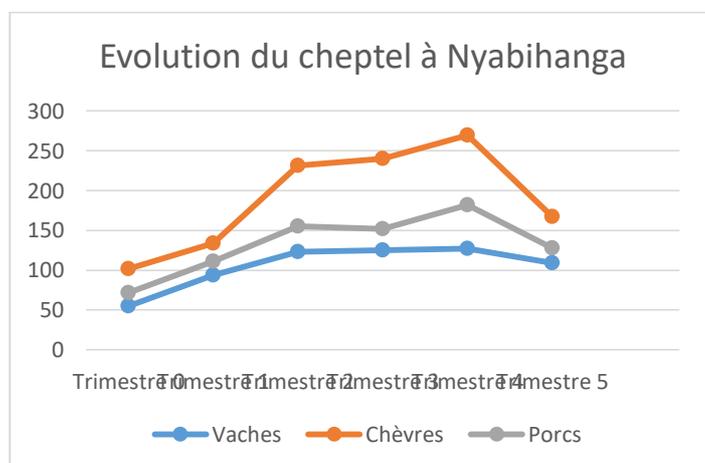


Schéma 6 : accroissement du cheptel Nyabihanga

Au total, le nombre de chèvres a été multiplié par 1,53, celui des porcs par 1,5 et celui des vaches par 1,32.

Dans toutes ces communes, la progression des chèvres et des porcs est impressionnante et celle des vaches assez bonne. Ces acquisitions de bétail se font par achat par les membres et non par distribution, comme c'est la pratique dans la majorité des projets. C'est un gage important de pérennité. La situation de Nyabihanga s'explique par la déperdition des effectifs.

Les histogrammes ci-dessous indiquent que le nombre des éleveurs n'a pas suivi les mêmes tendances. On note des progressions de 1,25 pour les éleveurs des chèvres, 1,31 pour ceux des porcs et 1,32 pour les vaches. Cette différence entre la progression des animaux et celle des éleveurs s'explique par le fait que les plus riches augmentent plus rapidement leurs troupeaux que les plus pauvres.

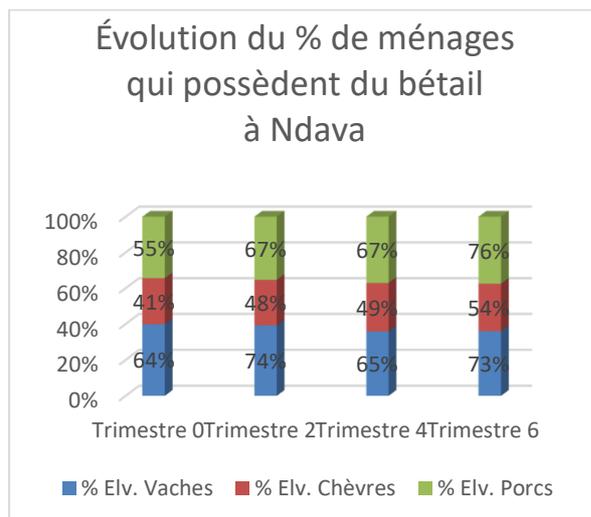


Schéma 7 : Evolution des éleveurs à Ndava

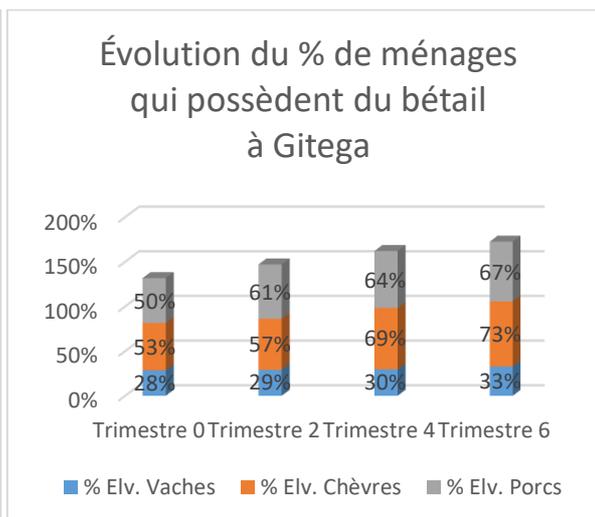


Schéma 8 : Evolution des éleveurs à Gitega

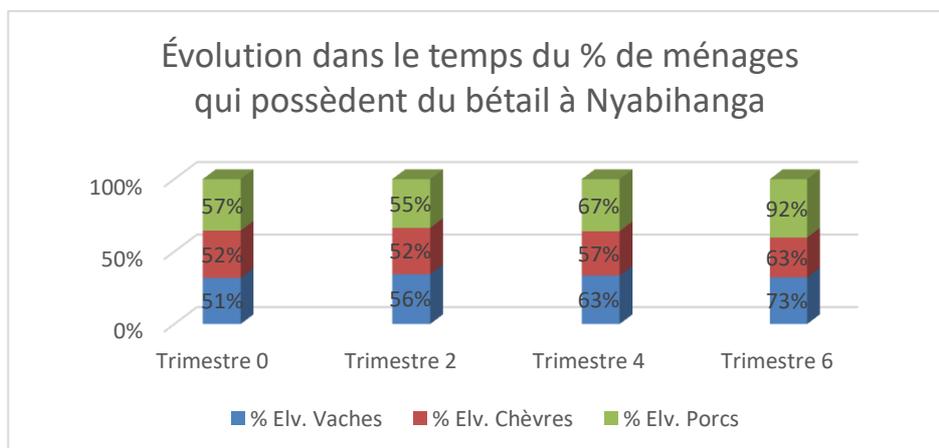


Schéma 9 : Evolution des éleveurs à Nyabihanga

3.1.2.2 L'amélioration des exploitations familiales agricoles

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de quelques caractéristiques des exploitations familiales agricoles et leur décomposition par ménage.

Tableau 2. Évolution de quelques indicateurs des exploitations familiales en général

Commune	Référence	Pieds de bananiers	Fossés antiérosifs (en m)	HAE (en m)	Arbres fruitiers	Compostières	Arbres agroforestiers	Arbres forestiers
Gitega	Début	578	430	1.381	1.992	217	549	1.148
	Aujourd'hui	7.766	23.960	19.965	12.326	521	18.840	71.037
	Accroissement	7.188	23.530	18.584	10.334	304	18.291	69.889
Ndava	Début	456	277	3.193	244	160	4.347	1.459
	Aujourd'hui	5.085	15.053	34.289	8.656	297	7.018	10.356
	Accroissement	4.629	14.776	31.096	8.412	137	2.671	8.897
Nyabihanga	Début	917	1.424	988	1.255	83	279	272
	Aujourd'hui	1.865	310	3.070	3.118	170	3.935	6.053

	Accroissement	948	- 1.114	2.082	1.863	87	3.656	5.781
--	---------------	-----	---------	-------	-------	----	-------	-------

Tableau 3. Évolution de quelques caractéristiques de l'EFI par ménage

Commune	Référence	Moyenne par ménage						
		Pieds de bananiers	Fossés antiérosifs (en m)	HAE (en m)	Arbres fruitiers	Compostières	Arbres agroforestiers	Arbres forestiers
Gitega	Début	2	2	6	8	0,9	2	5
	Aujourd'hui	33	101	84	52	1,42	79	298
	Accroissement	31	99	78	43	0,52	77	294
Ndava	Début	2	1	13	1	0,67	18	6
	Aujourd'hui	22	65	148	37	1,33	30	45
	Accroissement	20	64	135	36	0,66	12	39
Nyabihanga	Début	9	14	10	12	0,81	3	3
	Aujourd'hui	12	2	19	20	1,04	25	38
	Accroissement	3	-12	10	7	0,23	22	35

Les tableaux 2 et 3 indiquent une progression impressionnante des composantes résilientes dans les exploitations des paysans accompagnés. Le nombre de bananiers a augmenté de 2 à 15 fois, la longueur des fossés antiérosifs de cinquante fois, les haies antiérosives sont 14 fois plus nombreuses, les arbres fruitiers 7 fois, le compostage 2 fois, les arbres agroforestiers 40 fois et les arbres forestiers près de 60 fois.

Ces chiffres témoignent, de façon spectaculaire, que le mécanisme mis en place aura permis de développer rapidement les exploitations paysannes et que le financement direct des ménages – avec des montants relativement réduits – améliore considérablement leurs moyens d'existence.

Si l'on considère qu'un pied de bananier génère au minimum 30.000 francs par an, les 31 bananiers/ménage de plus à Mubuga (Gitega), 20 à Ndava génèrent une plus-value annuelle respective de 930.000 BIF et de 600.000 BIF. Il s'agit en plus d'une production très continue tout au long de l'année.

Sachant que l'essentiel des arbres fruitiers est composé d'avocatiers dont les prix ont flambé – un arbre peut produire chaque année des fruits pour 300.000 francs et même plus –, on peut facilement supputer les retombées d'un tel modèle.

Quant au compostage et aux fossés antiérosifs, ils améliorent très sensiblement la fertilité des exploitations, tandis que les arbres forestiers viennent soulager le travail des femmes dans la recherche du bois de chauffage, sans oublier les effets positifs sur l'environnement et les revenus comme l'indique le tableau des effets et impacts du projet.

Rappelons qu'une EFI au TOP se caractérise par la continuité de l'alimentation, celle des revenus et ensuite de la fertilité en fin de compte.

i. Continuité de l'alimentation

Au-delà de ces chiffres, le schéma ci-dessous fait ressortir une excellente amélioration sur le plan de la disponibilité alimentaire, certainement le critère clé pour évaluer les effets du projet.

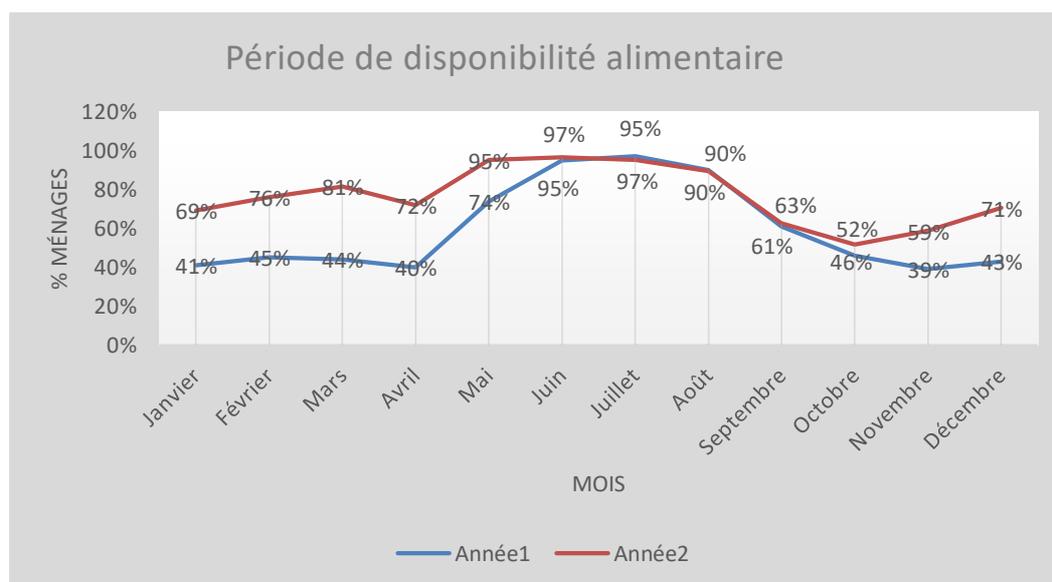


Schéma 10 : Evolution mensuel du % de ménages qui couvrent leurs besoins alimentaires

La différence entre le pourcentage des ménages qui déclarent disposer d'assez de nourriture la 1^{ère} année (2021-2022) et la suivante (2022-2023), peut atteindre jusqu'à 30 % surtout en début et fin d'année (de septembre à Avril)

L'objectif visé d'avoir 20% de bénéficiaires qui couvrent leur besoins alimentaires toute l'année n'a pas été atteint. Mais des changements importants ont été observés. La proportion de ménages qui ne peuvent pas couvrir leurs besoins alimentaires pendant au moins six mois est passé de 48% la première année à seulement 6% la seconde année. Des progrès très importants pour un projet de deux ans qui montrent qu'il s'agit d'une approche solide, et ce d'autant plus que les bananiers et les fruitiers, principaux déterminants de la continuité n'ont pas encore atteint leur maturité.

ii. Continuité des revenus

Le schéma qui suit présente l'évolution des ménages qui déclarent disposer de produits à mettre sur le marché au cours de l'année.

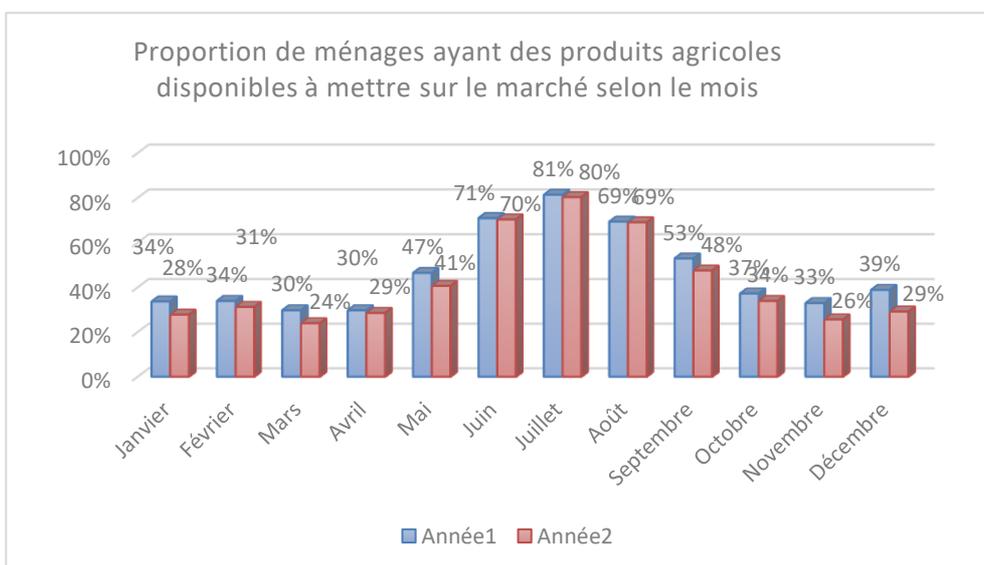


Schéma 11 : Evolution mensuelles du % des ménages qui ont des produits à vendre

Ce schéma indique que la proportion des ménages qui ont des produits à mettre sur le marché a baissé en seconde année par rapport à la première année, même si ces différences ne sont pas statistiquement significatives. Il n'indique pas que les revenus ont baissé, comme nous le verrons plus loin. Ceci traduit à nouveau une concentration des revenus entre les mains des plus riches.

La contradiction entre les deux schémas n'est qu'apparente. Lorsque la production baisse suite par exemple aux perturbations climatiques, une part plus importante est alors consacrée à l'alimentation au dépens de la mise en marché. Ceci traduit aussi que les changements en cours ne sont pas encore stabilisés sur le long terme notamment suite aux cultures clé comme le bananier et les cultures fruitières qui n'ont pas encore atteint leur maturité.

En conclusion, le projet aura donc contribué à améliorer considérablement les exploitations agricoles familiales avec très peu de moyens. Il s'agit certainement d'un modèle à vulgariser que nous utilisons dans le plaidoyer pour le financement direct des ménages.

iii. Continuité de la fertilité

Le tableau qui suit présente le niveau de couverture des besoins en fumure organique des bénéficiaires.

Tableau 4 : niveau de couverture des besoins en fumure organique des bénéficiaires

Continuité de fertilité	% ménages et la quantité de fumier disponible	
	% ménage	
Quantité	Année 1	Année 2
Couvrant toute la superficie	39%	35%
Couvrant plus de moitié de la superficie	23%	39%
Couvrant la moitié de la superficie	27%	16%
Couvrant moins de la moitié de la superficie	11%	11%
Aucune quantité	0%	0%
Total	100%	100%

La proportion des ménages couvrant plus de la moitié est passée de 62% à 74%, au dépens de ceux qui couvraient la moitié, une progression remarquable de 12 points qui se justifie par l'augmentation du bétail et des compostières. Ces chiffres peuvent néanmoins prêter à caution par le fait qu'au Burundi, les paysans qui améliorent leurs revenus les investissent en priorité dans l'achat de nouvelles terres cultivables qui nécessiteraient alors plus de fumure.

3.1.3 Résultat 3. Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles

Ce résultat portait sur la publication de notes de plaidoyer et des actions de lobbying suivies d'activités de plaidoyer. Comme l'atteste le site internet d'ADIP www.adip-burundi.org, de nombreuses notes de veille y ont été publiées. Les plus importantes de la rubrique "Echo des campagnes" ont été postées sur les réseaux sociaux, à l'instar du manque et du retard des engrais en 2022 qui a fait bouger les autorités provinciales de Mwaro pour prendre en mains la question. Le post "Dieux n'est pas un paysans " qui posait la question de la diversification des cultures dans les marais a soulevé beaucoup de salive pour ou contre, mais conséquence ou simple coïncidence, les monocultures dans les marais ont été par la suite très réduites à une année sur deux.

Trois campagnes de plaidoyer ont été conduites avec des fortunes diverses à savoir : les conséquences de la guerre russo-ukrainienne sur le pays, le financement direct des ménages et la plus-value et les limites de l'agriculture familiale versus commerciale.

Suite au plaidoyer sur les conséquences de la guerre russo-ukrainienne, des mesures importantes ont été prise notamment la mise en place des GSADR, cadre de concertation entre le gouvernement, les PTF et les ONG dans lequel de nombreuses mesures sont adoptées.

Le second porte sur l'acceptation sans le dire par le Ministère de l'importance de l'agroécologie (et notamment les techniques de transformation de la matière organique par les vers de terre. Les coopérations internationales FIDA et Belgique lancent des programmes d'appui à l'agroécologie.

Ces avancées ne sont pas toutes imputables à notre travail , mais s'insèrent dans un plaidoyer global du GPA, même si l'ADIP aura été chef de file sur ces thématiques.

La thématique clé du financement direct des ménages a eu le privilège d'être présenté au GSADR qui a décidé de poursuivre l'examen de la proposition au sein de la commission agriculture du GSADR pour revenir ensuite au sein du GSADR pour orientation. Le ministère a néanmoins déclaré être à la recherche d'une solution pour reformer la subvention des engrais et espère y trouver source d'inspiration. Le plaidoyer sur l'agriculture familiale qui a été réalisée à la fin de la phase n'a pas pu être restitué et discuté et le sera en début de seconde phase.

Malgré les orientations fortes vers une agriculture commerciale portée par les élites, le bon sens finit par rattraper les décideurs qui ouvrent des brèches envers les paysans pauvres. Les propositions de l'étude sur l'agriculture familiale versus commerciale devrait participer à réconcilier quelque peu les deux parties.

3.1.4 Résultat 4 : Les prises de conscience et les pratiques qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, la solidarité et le sens de la dignité sont réfléchies et systématisés par les paysans et ensuite promus de façon transversale dans l'ensemble de l'intervention.

L'amélioration de la qualité de vie passe d'abord par celle des revenus avant de déborder sur les conditions sociales à proprement parler.

i. L'amélioration des revenus

Le tableau qui suit présente l'amélioration des revenus agricoles bruts, suivi d'une comparaison hommes-femmes.

Tableau 5. Progression des revenus agricoles bruts et prise en compte du genre

Revenus annuels agricoles							
Commune	Année 1			Année 2			
	Revenu annuel agricole moyen	Revenu agricole médian	Revenu annuel	Revenu agricole moyen	Revenu annuel agricole médian	Revenu annuel	Revenu agricole médian
Gitega	1 444 697	902 500		2 770 763	1 871 500		
Ndava	693 625	495 000		1 502 421	1 120 000		
Nyabihanga	635 973	417 000		1 510 240	1 060 000		
Global	943 400	590 000		1 977 369	1 349 750		

Revenu agricole et sexe du bénéficiaire								
Sexe	Revenu annuel moyen		Revenu annuel médian		Revenu annuel moyen		Revenu annuel médian	
	Masculin	1 175 960	801 000	2 525 350	1 614 000			
Féminin	788 566	494 250	1 629 281	1 232 504				

Statistiquement, le revenu agricole moyen dans la commune Gitega se différencie significativement des autres communes au seuil de 1% ; que ce soit pour l'année 1 ou 2 du projet.

Les ménages non bénéficiaires (témoin) ont un revenu moyen approximativement égal à celui des ménages bénéficiaires à la première année du projet (962 784 BIF) et significativement inférieur à celui de la deuxième année. La comparaison de ces niveaux de revenus avec les témoins du milieu en seconde année est éloquentes comme l'indique le tableau 6.

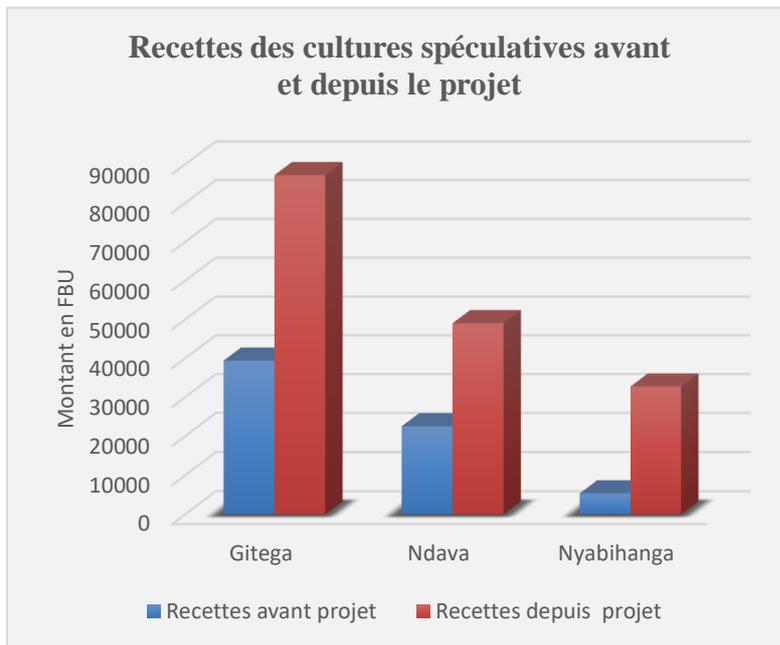
Même si les revenus des femmes restent inférieurs à ceux des hommes qui contrôlent davantage les cultures spéculatives, il y a des progrès même si ce n'est pas encore significatif.

Tableau 6. Revenus bruts agricoles des ménages non accompagnés dans la même région

Revenu Brut Agricole (RBA)		
Commune	RBA moyen	RBA médian
Gitega	1 687 500	1 334 500
Ndava	1 183 654	855 000
Nyabihanga	518 923	378 000
Global	962 783	577 000

Les non accompagnés ne gagnent que la moitié de ceux accompagnés et même seulement un tiers à Nyabihanga. Les autres performances évoluent dans le même sens pour les familles non accompagnées notamment la disponibilité alimentaire et celle des revenus. Quant à la fertilité, seuls 54% des ménages non accompagnés couvrent plus de la moitié de leurs exploitations contre 72% pour ceux qui le sont.

Ces chiffres, très parlants, soulignent combien le niveau des revenus s'est accru au cours du projet. Une enquête réalisée par des étudiants du département de socio-économie rurale de l'Université du Burundi a permis de mettre en exergue le rôle joué par les cultures spéculatives comme l'indique le schéma 12.



Quel que soit le montant épargné, ce graphique indique une évolution importante des recettes tirées des cultures spéculatives qui sont passées d'une moyenne de 15.000 francs à 50.000, avec des différences notables entre les communes :

- De 39.348 à 87.173 BIF à Gitega
- De 22.479 BIF à 49.000 à Ndava
- De 5.337 à 32.697 BIF à Nyabihanga

Schéma 12 : Revenus générés par les cultures spéculatives avant et en mi-projet

Toutes ces données indiquent que le revenu a plus que doublé en deux ans.

Un bémol néanmoins. Comme dans la plupart des projets, le système a surtout profité aux plus riches ; c'est le cas de tous les systèmes de soutien directs aux ménages.

ii. Amélioration des conditions de vie sensu stricto

A la fin de la première phase du projet, le fonds pour l'amélioration de la qualité de vie venait à peine d'être mis en place. En effet, les projets entrepreneuriaux auxquels sont adossés le fonds pour l'amélioration de la qualité de vie ne sont pas encore matures. Néanmoins, une bonne frange des bénéficiaires, suite à la stimulation mutuelle et à ces revenus a déjà permis d'améliorer quelques aspects comme l'indique la figure 13.

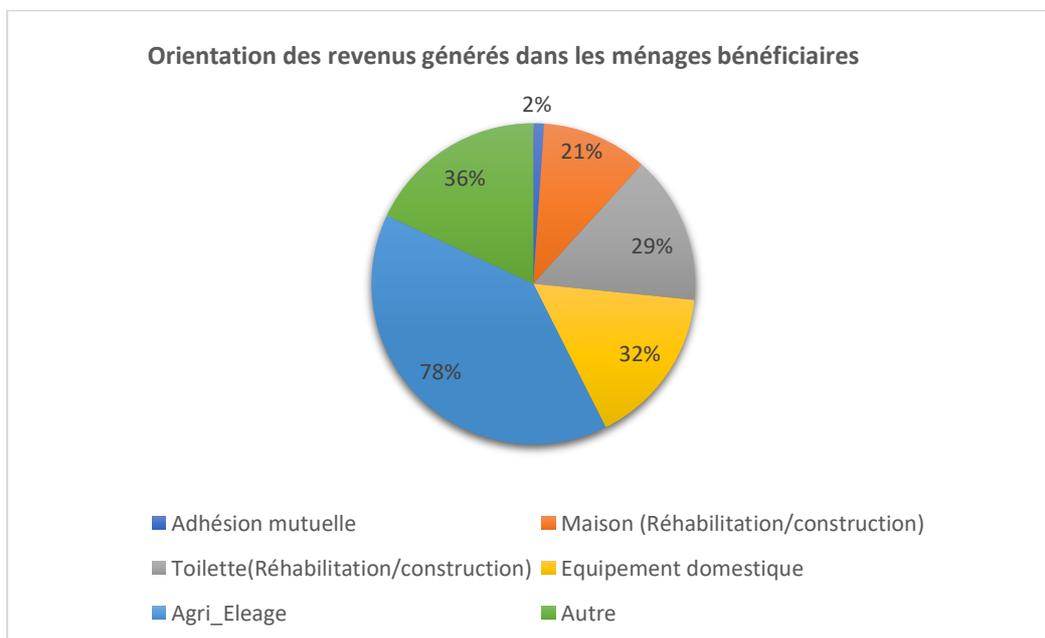


Schéma 13

Malgré que la convention stipule qu'au moins 30% des revenus générés soient orientés vers l'amélioration de la qualité de vie, la priorité reste encore pour le moment le développement du métier.

Un accent particulier est mis sur l'amélioration des toilettes et de l'habitat comme l'indique les schémas qui suivent.

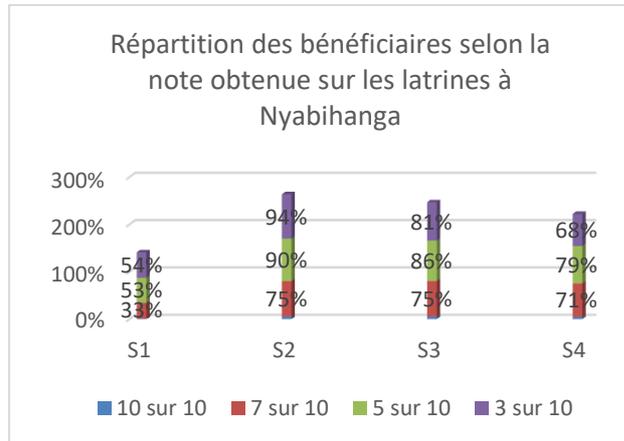
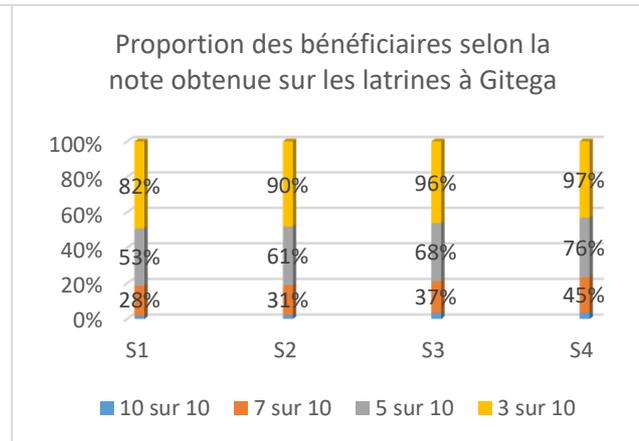


Schéma 14 note sur les latrines² à Nyabihanga



Schema 15. Note sur les latrines à Gitega

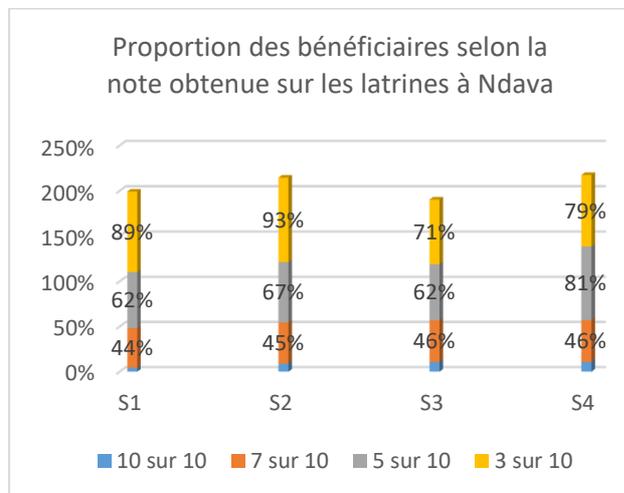


Schéma 16. Notes sur les toilettes à Ndava.

Les autres changements sur la qualité de vie figurent au chapitre 4 du présent rapport sur les effets induits par le projet.

3.2. Si vous (OM, partenaires, bénéficiaires ou équipe – à préciser) avez rencontré des obstacles durant l'exécution du projet, décrivez-les et expliquez comment vous les avez surmontés :

La recherche-action a fait face à de nombreux défis. On citera surtout :

² La note est une combinaison des facteurs suivant : pavement de la toilette, qualité des murs, toiture

- Un faible niveau d’instruction des paysans et parfois du personnel qui nécessite d’organiser de nombreuses missions d’accompagnement
- Processus de recherche-action très lourd, mais il s’agissait justement de recherche pour aboutir à une proposition qui deviendrait ensuite plus souple. Le système sera allégé une fois les options issues de la recherche levées.
- Quelques détournements de fonds des groupements par un animateur et quelques leaders paysans, ce qui nous obligera au futur à mettre en place un système cashless
- Plusieurs détournements de l’objet des fonds, malgré les précautions prises au sein du dispositif.
- Des facteurs importants du contexte comme l’hyperinflation-les prix ont au moins doublé au cours des deux années- la gestion des taux de change, la pénurie répétitive du carburant, une certaine méfiance envers la société civile, même si la situation s’est améliorée et qui oblige à faire profil bas et s’auto censurer dans le travail de plaidoyer.

Le projet a néanmoins réussi à mettre en œuvre des stratégies pour cheminer dans ce contexte relativement compliqué.

3.3. Si les objectifs ou résultats du projet n’ont pas été atteints, expliquez à quel niveau et pourquoi :

La totalité des résultats ont été atteints. Quant aux objectifs qui ne l’ont été que partiellement, il s’agissait de processus qui prennent du temps et prévus parfois pour l’être dans cinq ans à la fin de la seconde phase. Les niveaux actuellement atteints étant largement satisfaisants.

4. EFFETS ET IMPACTS DU PROJET

4.1. Quels sont les changements, attendus ou inattendus, constatés suite à la mise en œuvre du projet ?

Le tableau ci-dessous est le fruit d’enquêtes rigoureuses quant aux changements induits par ce projet

Tableau 7. Évolution des indicateurs de changements au cours du projet

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	A1	A2
Capital humain					
1.	Proportion de ménages ayant une mutuelle de santé (mutuelle sans but lucratif)	%	8	6	6
2.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir des soins de santé de 100.000 francs	%	2	13	14
Capital économique et vulnérabilité					
Hygiène et habitat					
3.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix sur l’habitat	%		19	37

4.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix dans les toilettes	%		48	46
5.	Proportion de ménages ayant des compostières	%	61	92	96
Élevage					
6.	Proportion de ménages ayant soit une vache, ou plus de trois chèvres, ou plus de trois porcs	%	49		73
Moyens de déplacement					
7.	Proportion de ménages ayant au moins un moyen de déplacement	%	17	22	25
Accès à l'information et moyens de communication					
8.	Proportion de ménages ayant une radio	%	40	46	59
9.	Proportion de ménages ayant un téléphone	%	59	74	74
Épargne					
10.	Proportion de ménages ayant une épargne de plus de 200.000 BIF	%	3	24	37,5
11.	Épargne moyenne des ménages	BIF	32.000	166.967	313.711
Capacité de scolarisation					
12.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en primaire	%	64	60	81
Alimentation					
13.	Nombre moyen de repas/jour	repas	2	ND	2
14.	Nombre moyen de repas viande/mois	Repas-viande	2	ND	1
Gestion de l'exploitation					
15.	Proportion de ménages dont toute l'exploitation est protégée contre l'érosion	%	23	44	57
16.	Proportion de ménages ayant plus de dix arbres fruitiers	%	12,5	16	23,5
17.	Proportion de ménages ayant plus de 50 arbres agroforestiers	%	3,3	13	19
18.	Proportion de ménages ayant plus de 100 arbres forestiers	%	10	ND	81
19.	Proportion de ménages ayant facilement accès au bois de chauffage	%	12,5	61	70
20.	Proportion de ménages ayant de la fumure pouvant couvrir toute l'exploitation	%	12	39	35
21.	Proportion de ménages pouvant couvrir tous les besoins en engrais	%	35	43,5	62
22.	Proportion de ménages ayant plus de trois cultures spéculatives	%	27	35	57
Revenus annuels					
23.	Revenu moyen annuel des cultures spéculatives/ménage	BIF	177.985	192.526	409.606
24.	Revenu moyen annuel des ménages (monétaires)	BIF	320.126	1.092.794	2.405.007
Capital social					
25.	Nombre moyen de ménages amis	ménages	26	33	36
Capital politique					
26.	Proportion de paysans ayant des responsabilités socio-politiques	%	51	58	49

Capital spirituel					
27.	Proportion de bénéficiaires faisant du bénévolat	%	28	92	95
Qualité de vie					
28.	Nombre moyen de pagnes que reçoivent les femmes annuellement pour les ménages accompagnés	pagnes	1	1,5	2

4.2. A quels Objectifs du développement durable (ODD), le projet a-t-il contribué (à son échelle) ?

ODD #1 : Pas de pauvreté ; ODD 2 : Zéro faim surtout , mais aussi secondairement l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) avec quelques initiatives entrepreneuriales et l'ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques suite à la plantation des arbres et la promotion d'une agriculture agroécologique.

Oui le projet a sensiblement amélioré les revenus qui ont au moins doublé au niveau des bénéficiaires. La disponibilité alimentaire s'est également fortement accrue au cours de l'année suivie de la fertilité et de la diversifications des aliments au sein des exploitations familiales intégrées.

5. TRAITEMENT DES RECOMMANDATIONS

Nous apportons des réponses aux quatre recommandations de la FGC.

1. La CT a pris note que les fonds seront financés par le co-financement de la Fondation Roi Baudouin et demande que cet aspect soit explicité dans le rapport d'audit financier.

La comptabilité du projet n'affecte pas des lignes budgétaires à un bailleur précis et chaque bailleur reçoit un rapport global de l'ensemble du projet. Le rapport narratif en particulier de la FGC serait vidé de son contenu sans ces fonds. Etant donné que le fonds est de 68.000 CHF et que la contribution de la Fondation Roi Baudouin se situe à 104 191 CHF contre 115000 CHF prévus, suite à l'évolution des taux de change entre ces deux monnaies (cfr. page 7 du rapport d'audit du projet), on peut raisonnablement conclure que ce sont les fonds de la FRB qui ont couvert ces fonds.

2. La CT recommande aux partenaires de fixer les indicateurs les plus adéquats pour mesurer l'amélioration de la qualité de vie et les intégrer dans la fiche de suivi du premier rapport intermédiaire

La question est traitée en détail au point 4 de ce rapport. Effets et impacts du projet

3. Concernant les modèles de financement, pour chaque fonds, la CT recommande de renseigner dans tous les rapports les impacts avec des indicateurs précis.

Il s'agit d'une question essentielle pour ce projet. Il est quasi impossible de déterminer l'impact de chaque modèle ou élément du projet, mais des analyses sont faites dans les rapports pour déterminer les performances de chaque modèle. Cfr. Chapitre 3 principaux progrès observés pour le présent rapport.

6. PARTENARIAT

6.1. Quelle a été la dynamique du partenariat ? Considérez-vous que la dynamique a contribué au renforcement institutionnel du partenaire ? Si oui, comment ?

Oui le projet a renforcé considérablement le partenariat entre ADIP et Philea. Les deux organisations ont entamé de nouvelles initiatives comme la création d'une fonds local au Burundi dont le Secrétaire général d'ADIP est président, l'organisation d'une atelier international sur le financement rural et d'autres encore.

6.2. Si vous estimez que des aspects de cette dynamique devraient être améliorés dans le futur, présentez votre réflexion à ce sujet :

Pour ADIP, la collaboration est exemplaire et empreint de franchise .

Pour Philea :

7. SUIVI DU PROJET

7.1. Comment s'est déroulé le suivi du projet par le partenaire et /ou par l'OM ?

Au niveau du partenaire

De la base au sommet, des animateurs endogènes (stimulateurs) sont déployés sur terrain à raison de deux par colline de 4 GSEM soit 2 GSEM par stimulateur. Un animateur (conseiller des stimulateurs) assure le conseil, le coaching, et l'accompagnement des 10 stimulateurs soit 20 GSEM qui couvrent cinq collines par commune. Le formateur agronome en charge du conseil aux stimulateurs assure la formation, le suivi et l'accompagnement des conseillers des stimulateurs, une coordonnatrice des programmes assure la planification, la coordination, le suivi et l'évaluation du projet avec au sommet le Secrétaire Général qui supervise l'ensemble et est responsable des aspects de lobbying et de plaidoyer.

Des fiches de suivi sont remplies chaque mois pour saisir les évolutions de l'ensemble des dynamiques et des enquêtes semestrielles sur KoboCollect renseignent sur les effets et impacts.

Au niveau de l'OM

Des rapports trimestriels ont été transmis à l'OM et donné lieu à des échanges pour améliorer l'efficacité du projet. Une mission de l'OM de dix jours lui a permis de se rendre compte des avancées du projet et de préconiser la simplification des processus en cours.

Merci à Philea de compléter.

8. ÉVALUATION

8.1 Est-ce qu'une évaluation a été réalisée ? si oui quel type d'évaluation ? Quelles ont été les principales conclusions de cette évaluation et comment ont-elles pu/vont-elles être prises en compte ?

Il n'était pas prévu de réaliser une évaluation de ce projet. Cependant en vue de préparer la seconde phase du projet, l'équipe du projet, les bénéficiaires et les membres de l'Associations ADIP ont réalisé des SWOT sans complaisance qui ont permis de redéfinir le projet. Ces SWOT qui figurent dans le dossier du projet de la nouvelle phase sont repris en annexe 1.

9. PARTAGE D'EXPÉRIENCE ET CAPITALISATION

9.1 Qu'est-ce que vous voudriez partager avec d'autres associations membres ? En quoi cette expérience peut-elle être utile pour d'autres ? Si oui, qu'avez-vous mis en place, ou prévoyez-vous de mettre en place (en termes d'activités ou de communication) pour partager cette expérience ?

Le projet vient de produire une brochure de plaidoyer sur le financement direct des ménages, ainsi qu'un rapport par une équipe de consultants de haut niveau pour le plaidoyer sur la plus-value et les limites de l'agriculture familiale versus commerciale qui peut servir aux autres programmes de développement et en particulier à la plateforme souveraineté alimentaire.

Quant aux systèmes de financement, ils seront présentés lors de l'atelier de partage des savoirs qui s'organisera en fin septembre au Burundi.

L'un des objectifs du projet étant la production de modèles pour le développement, il est prévu au cours de la nouvelle phase du projet de publier des articles scientifiques qui seront diffusées dans des revues internationales et la production d'un guide méthodologique pour vaincre la faim et la pauvreté en milieu rural (Burundais) inspiré de ce projet.

10. PERSPECTIVES ET PÉRENNITÉ DU PROJET

10.1 Quelles sont les perspectives suite à la fin du projet et quelles mesures ont été prises pour assurer la pérennité des effets du projet ? Est-ce qu'un suivi est prévu par votre association ou par votre partenaire au-delà de la fin du projet ?

Une nouvelle phase du projet est déjà accepté, mais on peut noter comme élément de pérennité :

- L'appui au développement d'exploitations familiales intégrées qui sont pérennes en intégrant toutes les composantes et en particulier celles cultures pérennes ;
- La mise en place du fonds pérenne intrants, mais les règles pour sa pérennisation doivent encore être renforcée par des mécanismes plus solides et la mise en place d'une structure pour sa gestion

- La nouvelle phase prévoit de mettre en place une organisation des bénéficiaires qui reprendra en mains la gestion et le suivi des acquis du projet.

ANNEXE . SIGLE, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACSA : Agents communautaires de santé animale
ADIP : Association pour la Dignité paysanne
ADISCO: Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
BIJ : Banque d'Investissement pour les Jeunes
CECABU: Caisse d'épargne et de crédit des caféiculteurs du Burundi
CECD : Caisse d'épargne et de crédit des artisans
CS : Conseillers des Stimulateurs
DOPEAE : Document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage
FGC : Fédération Genevoise de coopération
FIDA : Fonds international de développement agricole
FMI : Fonds Monétaire International
EF : Exploitation Familiale
EFI : Exploitation Familiale Intégrée
FOPABU : Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi
GPA : Groupe du Plaidoyer Agricole
GSADR : Groupes Sectoriels Agriculture et Développement Rural
GSEM : Groupe de stimulation et d'entraide mutuelle
IMF : Institut des Microfinance
LAE : Lutte antiérosive
MDE : Maison de l'Entrepreneur
OAP : Organisation d'appui à l'autoptomotion
ODD : Objectifs de Développement Durable
OM : Organisation membre de la GC
RBA : Revenus bruts agricoles
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
RDC : République Démocratique du Congo
RAFIDESTIM : Recherche des alternatives de financement innovant et de développement des exploitations familiales par la stimulation mutuelle
SWOT : Strengths Weaknesses, Opportunities, Threats
UHACOM : Union Haguruka des Cooperatives Multifilières

ANNEXE 2. SWOT DU RAFIDESTIM 1

Analyse SWOT de la première phase du RAFIDESTIM 1 et recommandations des bénéficiaires

Forces	Faiblesses
<p>Résultat 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès facile aux crédits avec un taux d'intérêt faible ; - Les outils de suivi déjà en place et permettent un suivi de qualité - La diversité et la complémentarité des fonds qui permet une protection mutuelle - Le remboursement progressif du crédit - Le système de financement est adapté aux saisons culturelles ; - Le système de financement respecte les choix du bénéficiaire ; - Suivi de proximité ; - Certains stimulateurs maîtrisent déjà l'utilisation des outils et peuvent former les autres ; <p>Résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires ciblés sont des agriculteurs habitués au métier, qui aiment le métier et la plupart en âge d'activité ; - La formation psycho-humaine et autopromotion a été dispensé et même recyclé, et induit un changement de comportement ; - L'attentisme tend à diminuer ; - La formation en EFI a été dispensé et recyclé et des améliorations sont déjà perceptibles ; - Un personnel se qualifie de mieux en mieux - Les micros fonds d'investissement ont éveillé l'intérêt des gens et peuvent être source d'inspiration pour les autres ; - Les visites de stimulation mutuelle ont favorisé l'adoption du concept EFI - Des modèles mis en place par d'autres organisations et même ADIP sont disponibles et peuvent faire objet de visite d'échange 	<p>Résultat 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Systèmes de financement complexe, mais innovant qui nécessite un période relativement longue pour le maîtriser ; - La surcharge des conseillers des stimulateurs, avec pour conséquence la superposition des activités qui affecte négativement les performances - Les règles du fond pérenne intrants nécessitent d'être mieux standardisées - Faible ouverture d'esprit à l'innovation et non adoption des projets non agricoles ; - Les outils de gestion et de suivi ne sont pas maîtrisés par les utilisateurs pour plusieurs raisons : faible niveau de formation des utilisateurs (stimulateurs et secrétaires), temps de formation trop court, chevauchement des activités du projet au niveau du suivi (campagnes agricoles, rapportage, etc.); - Le niveau de participation de la femme dans la prise de décision reste limité pour les transformations importantes de l'exploitation <p>Résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limite de moyens ; - Surcharge des CS ; - Motos non adaptés au terrain ; - Les intrants ne sont pas facilement accessibles ; - Tendance à mettre plus d'importance sur les cultures spéculatives aux dépens des cultures alimentaires ; - Des retards s'observent dans le matching des fonds - Marché parfois incertain et transport vers le marché difficile ; - Absence d'industries de transformation dans le milieu ;

<p>Résultat 3.</p> <ul style="list-style-type: none"> - ADIP a intégré les réseaux de plaidoyer agricoles et en est devenu un des principaux ténors - Le site amplifié sur les réseaux sociaux a permis de faire évoluer des pratiques (engrais, GSADER, etc.) - Le lobbying du secrétaire général a obtenu un engagement de faire évoluer le DOPEAE - Participation à la réforme du GPA <p>Résultat 4.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La stimulation mutuelle a induit des changements notables sur l'hygiène et l'habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'adoption de bonnes pratiques agricoles et d'élevage ; - Difficulté d'irrigation en saison sèche ; - Les crédits chez certains bénéficiaires sont parfois éparpillés dans des actions non durables (achat des engrais, M.O, etc.) qui ne participent pas à la transformation de l'exploitation <p>Résultat 3</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le DOPEAE reste le document de référence en matière de politiques agricoles et favorise l'agribusiness - Le travail avec le GPA retarde considérablement certaines actions - Le FOPABU (forum des producteurs agricoles) est miné par la mauvaise gouvernance et le manque de vision sociopolitique <p>Résultat 4.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le fonds pour l'amélioration de la qualité de vie vient à peine d'être mis en place
<p>Opportunités</p>	<p>Menaces</p>
<p>Résultat 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'IMF au niveau communal ; - Bonne collaboration avec l'administration locale ; - Sources de revenus diversifiés dans le milieu qui permet aux bénéficiaires de pouvoir épargner ; - La politique de l'Etat qui encourage l'accès au financement aux groupement et coopératives ainsi que les activités entrepreneuriales (PAEEJ, BIJ) <p>Résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement donne une réelle priorité à l'agriculture - La subvention des engrais (et des semences) - Présence de Moniteurs agricoles, des ACSA, des TAZ ; - Zone écologique favorable à une bonne production ; - Présence de sources d'eau et des rivières ; - Présence d'autres organisations qui travaillent sur d'autres aspects qui favorisent la transformation des exploitations ; 	<p>Résultat 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présences d'autres acteurs avec des approches contradictoires - Des gens de mauvaise foi qui sèment la méfiance des bénéficiaires ; - Epidémies multiformes qui empêche les regroupements ; - Hausse de prix des denrées alimentaires ; - Très forte inflation <p>Résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La politique de l'Etat qui privilégie la régionalisation des cultures et la consolidation des terres et donc des monocultures - Indisponibilité et/ou retard de livraison des engrais chimiques, qui ne donnent même pas les résultats escomptés ; - Approches d'accompagnements contradictoires ; - Changement climatiques et autres épidémies sans aucune assurance agricole ; - Présences des usuriers

<ul style="list-style-type: none"> - Accès à l'énergie dans les zones d'action ; <p>Résultat 3.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un nouveau ministre plus ouvert - Un gouvernement mobilisé autour des questions agricoles - Une certaine ouverture politique - L'appartenance à la communauté est africaine <p>Résultat 4.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les besoins sont importants 	<p>Résultat 3</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des personnes zélées qui prêchent un modèle unique contrôlé par l'Etat - L'obligation de s'autocensurer suite à l'ouverture encore contrôlée des libertés publiques <p>Résultat 4.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Face à la pauvreté, les gens ne priorisent pas cet aspect
--	---

Les principales recommandations tirées de cet atelier pour les paysans à intégrer prioritairement dans la seconde phase sont les suivantes :

- Mieux affiner les règles de gestion des différents fonds
- Débloquer le matching à temps
- Renforcer/Mettre en œuvre le volet de systèmes de micro irrigation
- Commande groupée des intrants améliorés de qualité
- Planification à temps de l'approvisionnement en intrants
- Développer trois systèmes de compostage
- Former, promouvoir l'agroécologie et rentrer dans les réseaux d'agroécologie
- Travailler d'avantage sur les changements climatiques (Résilience écosystémique, restauration des écosystèmes et des paysages, paiement pour services environnemental ou écosystémique)
- Amélioration de l'élevage (chèvres, porcs, etc.)
- Simplifier le système de suivi du fond
- Promotion des fruits par zone
- Promotion de cultures spéculatives cycle court